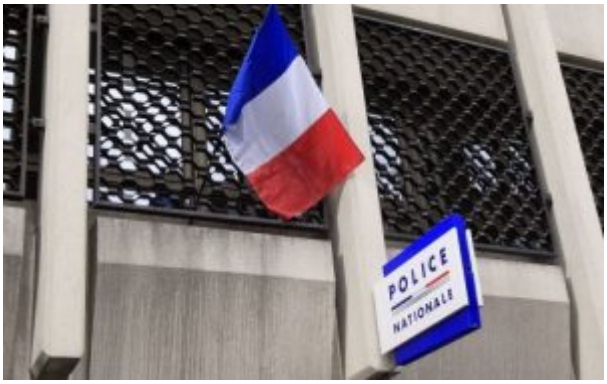
3 millions de procédures judiciaires en attente selon le syndicat de police Un1té : « 40% des dossiers ont plus de deux ans ». « On n’enquête plus sur les escroqueries à moins de 5 000 euros » (MàJ)

09/10/2025 à 18h01



09/10/2025

Ce mercredi, à l’appel du syndicat Un1té, les policiers étaient mobilisés dans toute la région. Objectif : tirer la sonnette d’alarme sur la situation de la « filière investigation ». En clair, les services qui mènent les enquêtes judiciaires. Pour résumer : les plaintes en tout genre s’accumulent dans les commissariats, mais les moyens ne suivent pas pour les traiter.

Selon un rapport confidentiel de l’Inspection générale de la police nationale (IGPN), plus de trois millions de procédures sont en souffrance sur le territoire national. Les services de la Direction de la sécurité de proximité de l’agglomération

parisienne (DSPAP) en totalisent à eux seuls environ un million. […]

En Seine-Saint-Denis, Éric Couvrat mène son action à la gare du Raincy. « ***Il nous faudrait 2 500 personnes dans les services d'enquête*** », revendique-t-il. Ses collègues sont, eux aussi, submergés par les dépôts de plainte et l'accueil dans les commissariats. **Une activité qui ne leur laisserait plus le temps de mener des enquêtes préliminaires. « *Cette année, j'ai totalisé 600 procédures à moi toute seule », note une brigadière.*** […]

Un peu plus loin, en grande couronne, ce sont les mêmes difficultés. Dans les Yvelines, par exemple. « *On n'enquête plus sur les escroqueries quand le préjudice est de moins de 5 000 euros*, note le délégué Tony Vallée. ***C'est un problème quand on sait que le nombre de ces délits ne cesse de grimper.*** »[…]

Le Parisien

08/10/2025

Le syndicat de police Un1té, un des principaux dans la profession, organise ce mercredi des actions de sensibilisation dans une cinquantaine de villes «*pour alerter sur une situation devenue intenable : 3 millions de procédures judiciaires en attente*». Selon le syndicat, «*40% des dossiers ont plus de deux ans*».

«*Cette journée d'action était prévue depuis plusieurs mois. Nous l'avions reportée en raison du contexte politique. Mais on ne peut plus attendre. Il est urgent d'apporter des réponses aux victimes et aux policiers qui croulent sous les dossiers*», indique à l'AFP Grégory Joron, secrétaire général d'Un1té.

«*Aujourd'hui 3 millions de procédures et autant de crimes et*

délits ne sont pas traités. Il manque 2000 enquêteurs», déplore auprès du Figaro Linda Kebbab, secrétaire nationale d'Un1té. «*Le politique le sait mais laisse l'investigation en souffrance pour faire de la communication de court terme. On alerte donc la population afin qu'elle pèse sur les décideurs*», poursuit la syndicaliste. […]

Le Figaro